



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II - Commune de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique « Euromédecine 2 » est situé au Nord du territoire métropolitain, sur les communes de Montpellier et de Grabels. Cette opération est au cœur du projet Med Vallée, vaste opération de rééquilibrage de l'économie sur l'arc Nord de la Métropole, dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, et de créer ainsi une dynamique innovante, collective et partagée, afin de faire de Montpellier Méditerranée Métropole, un pôle de classe mondiale en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le cabinet GARCIA-DIAZ pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 25 mars 1988. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 6 novembre 1986. Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics correspondant ont quant à eux été approuvés par une délibération du 24 février 1988.

Cette ZAC couvre une superficie de 92 hectares pour environ 65 hectares de foncier cessible et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement à accueillir des activités à caractère médical et de recherche, des entreprises spécialisées dans le secteur bio-médical et des activités paramédicales. En complément cette ZAC accueille également un secteur d'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur la commune de Grabels.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Euromédecine, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 105 771 000 € HT, dont 1 517 000 € HT pour l'année 2020 correspondant essentiellement à des travaux sur les bâtiments du Biopole (Cap GAMMA, Cap DELTA et Cap SIGMA).

Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 105 771 000 € HT, dont 2 197 000 € HT en 2020 provenant essentiellement de la vente de terrains et des loyers du Biopôle.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 107 652 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la Zone d'Aménagement Concerté « Euromédecine 2 » établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172193-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan financier
- Compte rendu annuel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.